

# EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU 17 décembre 2009 à 18 h 00

-----  
AUJOURD'HUI dix sept décembre deux mille neuf

LE CONSEIL MUNICIPAL de la Ville de Clermont-Ferrand, convoqué par Monsieur le Maire le 10 décembre 2009, s'est réuni dans la salle ordinaire des séances.

Après avoir ouvert la séance, Monsieur le Maire procède à l'appel.

Etaient présents Mmes et MM. les Membres du Conseil dont les noms suivent :

**Serge GODARD, Maire, président la séance**

**Présent(e)s :**

**Serge GODARD, Alain MARTINET, Dominique ADENOT, Alain BARDOT, Christine DULAC-ROUGERIE, Odile SAUGUES, Bernard DANTAL, Monique BONNET, Djamel IBRAHIM-OUALI, Jacqueline CHAPON, Olivier BIANCHI, Odile VIGNAL, Manuela FERREIRA DE SOUSA, Philippe BOHELAY, Havva ISIK, Simon POURRET, Pascal GENET, Cécile AUDET, Danielle AUROI, Nicole BARBIN, Grégory BERNARD, Christophe BERTUCAT, Pascaline BIDOUNG, Jean-Pierre BRENAS, Fatima CHENNOUF-TERRASSE, Sandrine CLAVIERES, Carole COURTIAL, Anne COURTILLÉ, Jean-Michel DUCLOS, Michel FANGET, Jérôme GODARD, Philippe GORCE, Danièle GUILLAUME, Claudine LAFAYE, Alain LAFFONT, Jacques LANOIR, Isabelle LAVEST, René MAYOT, Chantal MERCIER-COURTY, Didier MULLER, Christine PERRET, Martine REMBERT-MANTELET, Yves REVERSEAU, Marie SAVRE, Bruno SLAMA, Jean-Philippe VALENTIN, Louis VIRGOULAY**

**Excusé(e)s ayant donné pouvoir :**

**Françoise NOUHEN, Patricia AUCOUTURIER, Sandrine BERGEROT-RAYNAL, Cyril CINEUX, Roger GIRARD, Claudine KHATCHADOURIAN-TECER, Corinne NAJIM, Thierry ORLIAGUET**

**Excusé(e)s :**

**Absent(e)s :**

**Secrétaire :**

**Sandrine CLAVIERES**

*Odile SAUGUES a donné pouvoir à Serge GODARD pour la question n° 1 et à partir de la question n° 8.*

*Odile VIGNAL a donné pouvoir à Danielle AUROI à partir de la question n°5.*

*Manuela FERREIRA DE SOUSA a donné pouvoir à Jérôme GODARD à partir de la question n°2.*

*Nicole BARBIN a donné pouvoir à Jean-Pierre BRENAS à partir de la question n°3.*

*Fatima CHENNOUF-TERRASSE a donné pouvoir à Alain LAFFONT pour la question n°1.*

*Claudine LAFAYE a donné pouvoir à Didier MULLER à partir de la question n°3.*

*Alain LAFFONT a donné pouvoir à Fatima CHENNOUF-TERRASSE à partir de la question n°5.*

*Jean-Philippe VALENTIN a donné pouvoir à Christine PERRET à partir de la question n°3.*

*A partir de la question n°11, Monsieur le Maire confie la conduite des débats à Monsieur Alain MARTINET, Premier Adjoint.*

-----  
**Rapport N° 23**

**CONVENTION D'AUTORISATION DE DÉVERSEMENT D'EAUX USÉES ET  
D'EAUX PLUVIALES AU RÉSEAU D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF/CARTRY**  
-----

Les rejets d'eaux usées dans le réseau d'assainissement collectif raccordé à la station d'épuration font l'objet de conventions établies entre la Ville « Direction de l'Eau et de l'Assainissement » (DEA) et l'industriel.

La société CARTRY exploite, au 33, 35 rue Newton à Clermont-Ferrand, un établissement de découpe et conditionnement de fromages (voir note de présentation jointe).

Il convient d'établir une convention pour l'évacuation des eaux usées, en effet, tout rejet non domestique doit faire l'objet d'une autorisation spécifique du gestionnaire au réseau d'assainissement.

Il vous est proposé, d'autoriser Monsieur le Maire à signer cette nouvelle convention.

**CONVENTION**

**POUR AUTORISATION DE DEVERSEMENT D'EAUX USEES AU RESEAU  
D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF**

**entre :**

**La Ville de CLERMONT-FERRAND**, représentée par son Maire Monsieur Serge GODARD, dûment habilité à cet effet par délibération du Conseil Municipal en date du 21 mars 2008, ci-après désigné « la Collectivité »

d'une part,

**et la société CARTRY**, dont le siège social est situé, 33-35 rue Newton à CLERMONT FERRAND représentée par M. Philippe THUAIRE, ci-après dénommée « l'industriel »

d'autre part,

**PREAMBULE :**

La société CARTRY sur son site de CLERMONT-FERRAND a une activité de découpe de fromages.

## ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

### **Les rejets concernés sont situés : rue Newton, en zone industrielle du Brézet**

Cette convention ne dispense pas de se conformer aux dispositions légales et réglementaires en vigueur relatives :

- au rejet des effluents domestiques et industriels
- à la protection de l'environnement
- à la réglementation des installations classées « environnement » actuelle ou future qui pourrait exister dans le secteur d'activité
- au règlement sanitaire départemental
- au règlement du service eau et assainissement de la Ville de Clermont-Ferrand.

## ARTICLE 2 : CLAUSES TECHNIQUES

### 2.1 Généralités

Les effluents industriels et domestiques du site ne doivent pas être susceptibles de porter atteinte au bon fonctionnement et à la bonne conservation des réseaux et de la station d'épuration, ainsi qu'à la sécurité et à la santé du personnel du service d'assainissement.

Ils doivent être suffisamment concentrés pour permettre le traitement dans de bonnes conditions.

Les effluents industriels rejetés par l'industriel sont issus d'un process agro alimentaire classique et sont donc de nature biodégradables, compatibles et facilement traités par épuration biologique.

### 2.2 Admissibilité des rejets

Les effluents industriels devront :

- a) avoir un pH compris entre 5,5 et 8,5
- b) être ramenés à une température inférieure ou au plus égale à 30°C.
- c) présenter un taux de graisse inférieur ou égal à 150 mg/l (substance extractible à l'hexane – SEH).
- d) ne pas contenir de composés cycliques hydroxylés, ni leurs dérivés halogènes.
- e) être débarrassés des matières flottantes ou déposables, susceptibles, directement ou indirectement, après mélange avec d'autres effluents, d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages ou de développer des gaz nuisibles ou incommodes les égoutiers dans leur travail.
- f) Être exempts d'éléments qui contribueraient à favoriser la manifestation d'odeurs ou de colorations anormales
- g) ne pas contenir plus de 600 mg par litre de matière en suspension (MES).
- h) présenter une demande biochimique en oxygène inférieure ou au plus égale à 800 mg par litre (DBO 5).
- i) présenter une demande chimique en oxygène supérieure en moyenne à 100 mg/l et inférieure ou au plus égale à 2000 mg/l (DCO).
- j) présenter une concentration en matières organiques telle que la teneur en azote totale du liquide n'excède pas 150 mg par litre si on l'exprime en azote élémentaire, ou 200 mg par litre si on l'exprime en ions ammonium.
- k) Phosphore inférieure à 50 mg/l
- l) Avoir un taux en hydrocarbures < 10 mg/l
- m) présenter un équitox conforme à la norme AFNOR, T 90.301.
- n) ne pas renfermer de substances capables d'entraîner :
  - la destruction de la vie bactérienne des stations d'épuration,
  - la destruction de la vie aquatique sous toutes ses formes à l'aval des points de déversement des collecteurs publics dans les fleuves, cours d'eau ou canaux.
- o) AOX (éléments halogénés) < 1 mg/l
- p) Indice phénol (composés cycliques) < 0.3 mg/l
- q) Matières inhibitrices (éléments toxiques) < 2 Equitox/m<sup>3</sup>

### 2.3 Prétraitement

Le cas échéant, les eaux propres seront séparées pour être rejetées au milieu naturel et les eaux usées subiront un prétraitement pour les ramener aux normes d'admissibilité des rejets. La construction des réseaux internes, des ouvrages de prétraitement et leur fonctionnement seront à la charge de l'industriel .

### **ARTICLE 3 : CLAUSES FINANCIERES**

La redevance assainissement est assise sur le volume d'eau prélevé par l'établissement sur le réseau public de distribution.

Pour tenir compte du volume d'eaux usées rejeté par rapport au volume d'eau prélevé, de l'impact du déversement sur la charge du service public d'assainissement et du degré de pollution, le volume d'assiette de la redevance est corrigé par application successive des coefficients suivants :

- coefficient de rejet : 1
- coefficient de dégressivité :
  - \* jusqu'à 6000 m<sup>3</sup> par an : 1
  - \* de 6001 à 12 000 m<sup>3</sup> par an : 0,8
  - \* de 12 001 à 24 000 m<sup>3</sup> : 0,6
  - \* 24 001 à 50 000 m<sup>3</sup> : 0,5
  - \* au-delà de 50 000 m<sup>3</sup> : 0,4
- coefficient de pollution : 1

Le prix/m<sup>3</sup> comprend une part correspondant à la collecte des eaux usées et une part correspondant au traitement.

***La redevance due est égale au volume d'assiette corrigé, multiplié par le prix/m<sup>3</sup> en vigueur ; elle est facturée semestriellement avec la consommation d'eau.***

### **ARTICLE 4 : OBLIGATIONS RECIPROQUES**

#### 4.1 Obligations de l'industriel

L'industriel s'engage :

- à fournir les certificats de vidange des débourbeurs et séparateurs à hydrocarbures
- à réaliser à ses frais, si nécessaire, les travaux relatifs aux équipements de contrôle de ses effluents
- à rejeter ses effluents dans les limites et conditions fixées à l'article 2
- à signaler à la collectivité tout incident ou anomalie de nature à perturber le bon fonctionnement du réseau de la station d'épuration (n° téléphone des services à contacter : 04.73.42.62.40)
- à adresser à la collectivité, les résultats des contrôles de ses effluents effectués à la demande des Services de l'Etat et notamment à la Direction Départementale des Services Vétérinaires
- à informer la collectivité de tout changement d'activité ou de nouvelles activités sur le site ayant une incidence sur les effluents rejetés au réseau public
- en cas de non respect de ses obligations et de dysfonctionnement de la station d'épuration du fait de ses rejets, à supporter intégralement les charges financières afférentes aux préjudices éventuels en résultant, notamment ceux causés au milieu naturel.

#### 4.2 Obligations de la Collectivité

La Collectivité s'engage :

- à accepter les effluents de l'industriel tels que caractérisés à l'article 2
- à fournir à l'industriel, sur sa demande, les résultats du fonctionnement de la station d'épuration
- à prévenir l'industriel de toute difficulté liée à l'exploitation du réseau ou de la station d'épuration ou du non respect des termes de la convention.

La Collectivité est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement, sauf en cas de non respect par l'industriel de ses obligations.

Les litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention seront soumis à une commission d'arbitrage arrêté d'un commun accord par les deux parties.

Dans le cas où un arrangement ne pourra être obtenu, le litige sera soumis au tribunal de Clermont-Ferrand.

#### **ARTICLE 5 : DUREE**

La présente convention est conclue pour une durée de 3 ans à compter de la date de sa signature. Elle entrera en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2010.

Elle est renouvelable par tacite reconduction pour des périodes d'un an sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties notifiée par lettre recommandée avec avis de réception six mois avant l'échéance.

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de manquement grave aux obligations de l'une ou l'autre des parties, ou de cessation d'activité de **l'industriel**.

Fait à :

Clermont-Ferrand, le 22 décembre 2009

Pour l'Industriel

Pour La Collectivité  
Pour le Maire et par délégation  
l'Adjoint,

M. Philippe THUAIRE

Djamel IBRAHIM-OUALI

#### **DELIBERATION**

La proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité et convertie en délibération.

Pour ampliation certifiée conforme.

Fait à Clermont-Ferrand, le 22 décembre 2009

Pour La Collectivité  
Pour le Maire et par délégation  
l'Adjoint

Djamel IBRAHIM-OUALI